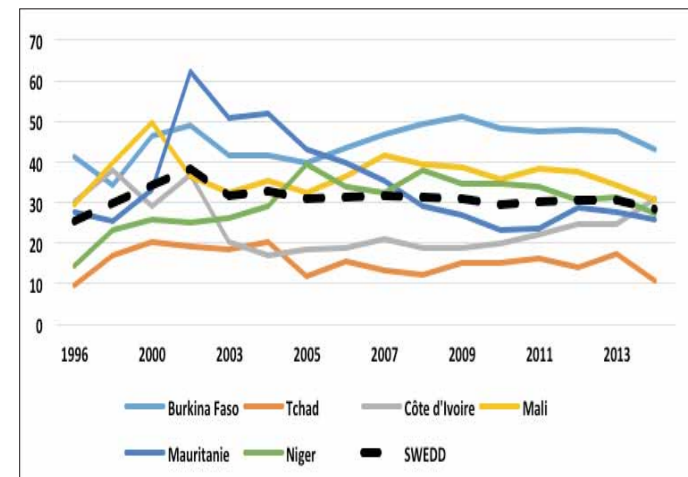


Qualité des réglementations (RQ)

Graphique 7 : Evolution du rang centile de la dimension RQ dans la zone SWEDD

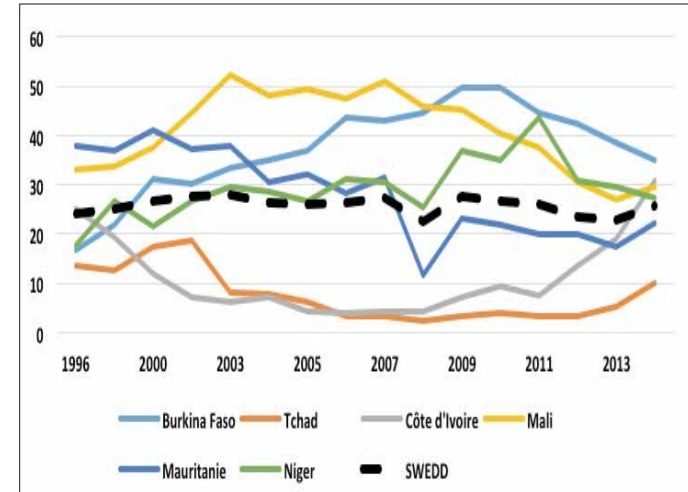


Source : CREG/CREFAT, 2017

En ce qui concerne la dimension RQ, la zone SWEDD est notée de manière très stable sur la période de l'étude. Son rang centile est tiré à la hausse par les relatives performances de la Mauritanie, du Burkina et du Mali. Par contre, son profil est tiré à la baisse par les contreperformances de la Côte d'Ivoire, du Tchad et du Niger

Etat de droit (RL)

Graphique 8 : Evolution du rang centile de la dimension RL dans la zone SWEDD

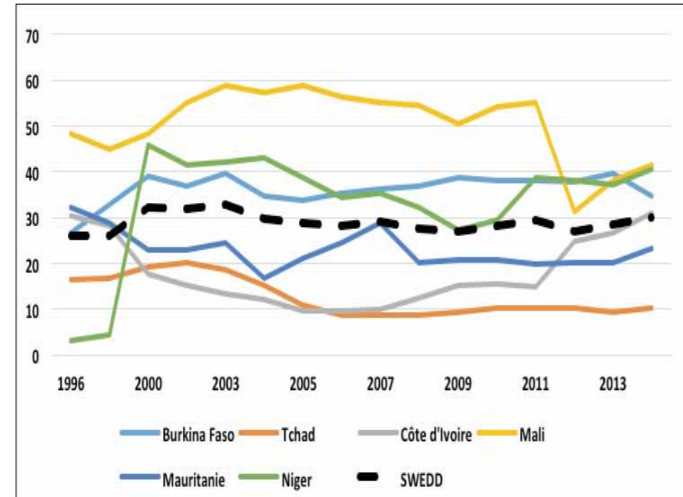


Source : CREG/CREFAT, 2017

Pour la dimension Autorité de la Loi, la Côte d'Ivoire et le Tchad s'éloignent de très loin de la moyenne SWEDD et enregistre de très mauvaises performances en ce qui concerne leurs rangs centiles, tous les autres pays de la zone figurant au-dessus de la moyenne. Il faut toutefois noter la perte de vitesse de la Mauritanie à partir de 2007, avec une réelle contreperformance en 2008.

Voix et citoyenneté (VA)

Graphique 9 : Evolution du rang centile de la dimension VA dans la zone SWEDD



Source : CREG/CREFAT, 2017

En ce qui concerne la dimension Voix et citoyenneté, le Mali s'écarte des autres pays de la zone et est relativement bien notée sur la période. Mais suites aux nombreuses crises qu'il a subi, son profil connaît une inflexion à partir de 2011. La Mauritanie, le Tchad et la Côte d'Ivoire réalisent, par ailleurs, des performances en deçà de la moyenne SWEDD.



Recommandations

L'amélioration de la gouvernance est essentielle pour une croissance à long terme. Si certains des pays émergents ont enregistré de bons résultats, la zone SWEDD connaît toujours des performances moindres et quelques fois relativement basses. Et malgré les nombreuses initiatives déroulées dans chacun de ces pays, les résultats descriptifs n'ont montré aucun changement significatif de la qualité de la gouvernance, et portant le résultat de certains pays benchmark montre qu'il est possible de faire des progrès significatifs en matière de gouvernance en un laps de temps relativement court.

Cet objectif de bonne gouvernance n'est pas seulement recherché pour elle-même. Son atteinte devrait se traduire par une amélioration des conditions de vie de la population. Améliorer la gouvernance devrait, dans ce cadre, permettre à de rehausser les niveaux de production des pays, et ainsi aider à combattre la pauvreté et à relever les conditions de vie.

Il est cependant apparu, à travers les résultats de la présente étude que la plupart des indicateurs de la gouvernance ont un effet neutre sur la croissance de la zone SWEDD et que seul la qualité de la réglementation et le contrôle de la corruption peuvent impacter le niveau de

PIB par tête. Et même pour cette dernière dimension, l'effet est négatif.

Malgré de tels résultats, il apparaît impératif de faire évoluer positivement les différents indicateurs de gouvernance pour pouvoir mettre tous les pays SWEDD sur le sentier de l'émergence. Il faudrait à cet effet :

- Concevoir des outils de diagnostic permettant d'identifier les goulets d'étranglement institutionnels et d'adopter des réponses politiques pertinentes ;
- Favoriser l'adoption de mécanismes pertinents pour le renforcement de capacité de l'ensembles des acteurs aussi bien du public que du privé, sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance ;
- Améliorer la gestion intégrée des ressources ;
- Soutenir la promotion de l'intégrité tout en situant les risques de corruption potentiels et partager les expériences nationales et locales pour lutter contre cette dernière ;
- Mettre en œuvre de processus budgétaires transparents.



GOUVERNANCE DANS LA ZONE SWEDD

Des performances encourageantes



GOVERNANCE DANS LA ZONE SWEDD

Des performances encourageantes

La paix, la sécurité, la démocratie, le respect des droits de l'homme et une saine gestion économique sont des préalables à un développement économique durable. En effet, il est admis que les investissements publics comme privés sont entravés par des problèmes liés au processus démocratique éprouvé, à la multiplication des guerres civiles, aux conflits ethniques, un climat de risques et d'incertitudes qui réduit la rentabilité des investissements ou qui les décourage. Dans ce contexte, la gestion de la paix et de la sécurité devient une impérieuse nécessité voire des préalables pour attirer les capitaux privés. Les pays africains, sous l'impulsion des partenaires internationaux, ont réalisé des efforts considérables en matière de bonne gouvernance. Conscient du fait que la bonne gouvernance est indispensable au renforcement de l'efficacité de l'action gouvernementale et dans la stimulation de l'investissement privé et par conséquent de la croissance, les économies subsahariennes ont pour la plupart adossé leurs stratégies de développement sur la promotion de la bonne gouvernance.

Contexte

Dans la plupart des pays SWEDD, l'économie est basée sur un système de rente avec prédominance du secteur primaire. La croissance économique de la zone est fortement dépendante du cours international des matières premières, ce qui rend l'économie faiblement résiliente aux chocs extérieurs.

Tous les pays du SWEDD ont enregistré une croissance vigoureuse oscillant entre 3,4% et 9,0%. Celle-ci est tirée par l'ensemble des secteurs avec des amplitudes variées selon les pays. Le Mali enregistre une croissance du secteur primaire (9,4%) plus ferme que celle du Burkina (2,7%). Les secteurs secondaire et tertiaire se sont bien comportés. Au Tchad, la reprise de 2014 intervient après une année 2013 (-5,9%) marquée par les contreperformances nées de la chute du cours du baril de pétrole et de la crise sécuritaire qui a impacté les échanges.

Les finances publiques sont caractérisées par des soldes budgétaires déficitaires en Côte d'Ivoire (2,2% du PIB), au Mali (4,7% du PIB en 2014), en Mauritanie (3,5% du PIB en 2014) et au Niger (2,9% du PIB) sauf au Burkina Faso (9% du PIB en 2014).

Concernant la balance commerciale, la Côte d'Ivoire a enregistré un nouvel excédent contrairement aux autres pays même si le déficit a connu une nette amélioration comme au Burkina Faso avec une augmentation des exportations de 5,6% en valeur et une baisse des importations de 5,3% en valeur par rapport à 2013. Au Mali l'accroissement des importations s'expliquerait par l'augmentation de l'importation des produits pétroliers et alimentaires.

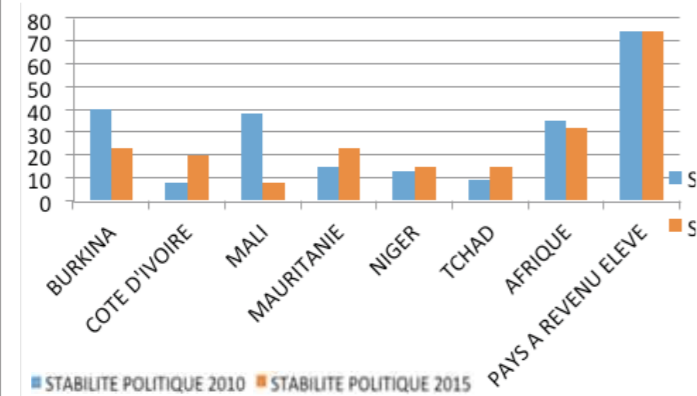
En ce qui concerne la situation monétaire, on note une augmentation pour la CIV de la masse monétaire de 15,9%, une amélioration des avoirs extérieurs nets de 13,7% et une hausse du crédit intérieur de 19,3% (UEMOA, 2014).

Les acquis en matière de bonne gouvernance

Le contexte mondial actuel fait de la bonne gouvernance une prérogative au financement des pays en voie de développement. C'est ainsi que beaucoup de pays africains ont conjointement intégré l'aspect de la saine gestion des affaires publiques et de la stabilité politique et sociale, dans leurs projets et programmes. Le Burkina Faso est l'un des premiers Etats africains à adopter officiellement un Plan National de Bonne Gouvernance (PNBG) sur la période de 1998 à 2003. Le retard dans sa mise en œuvre a introduit un partenariat avec le PNUD (Programme de Nations Unies pour le Développement), la signature Programme d'Appui au Plan National de Bonne Gouvernance le 26 Mai 1999, afin de réaliser des activités ciblées dans certains secteurs. Le PNUD a également élaboré des programmes d'appui dans certains pays tel que le Niger et la Côte d'Ivoire.

Les indicateurs de la Banque Mondiale montrent que la stabilité politique a connu une hausse sur la période de 2010 à 2015 dans quatre pays du SWEDD. La Côte d'Ivoire par exemple, qui était le dernier de la zone SWEDD en 2010 se retrouve en deuxième position en 2015.

Graphique 7 : Dynamique de la pauvreté pour les de 35-44 ans



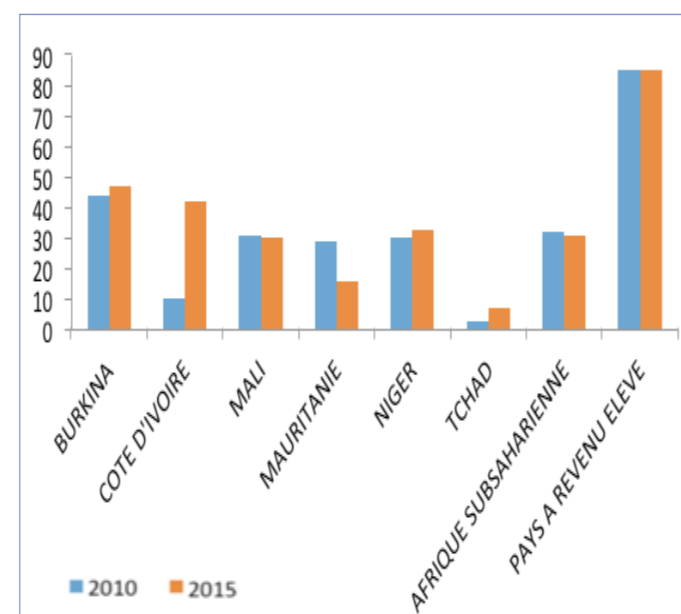
Sources: Banque Mondiale

Les contraintes en matière de bonne gouvernance

Au cours de ces dernières décennies, la montée de l'extrémisme religieux, l'instabilité politique, la corruption à outrance et la violation des droits de l'homme décriées dans différentes parties du continent ont été des contraintes notoires à la mise en œuvre de l'ensemble des principes de la bonne Gouvernance dans les pays SWEDD. Des crises ont émaillé la vie politique des pays SWEDD. Peuvent être cités le soulèvement populaire au Burkina Faso en 2015, la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire de 2000 à 2011, la crise politique au Mali depuis 2011 et les coups d'état au Niger en 2012 et en Mauritanie.

A côté de la Stabilité politique, une des entraves à la bonne gouvernance et la plus présente en Afrique est la corruption. Définie comme étant le fait «d'enfreindre, de manière intentionnelle et dans le plus grand secret, de la part d'hommes politiques (et/ou autre partie ou parties corruptrices) les règles d'un comportement moral dans une communauté politique donnée» (Robben, 1998, p. 220). Elle constitue un grand frein au développement économique et social. Elle comprend le détournement de fonds publics, le favoritisme politique et le clientélisme qui sont des crimes énoncés dans la Convention des Nations Unies contre la corruption et dans la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption. Malgré les efforts de lutte entrepris dans beaucoup de pays africains la corruption reste à l'ordre du jour.

Graphique 2 : Contrôle de la corruption

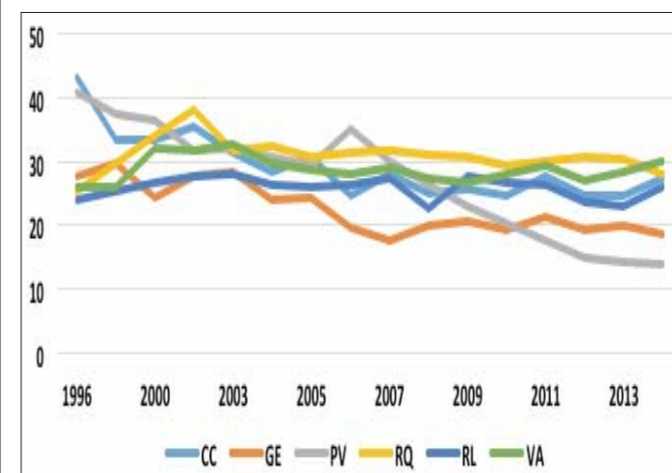


Sources: Banque Mondiale

Dans cette section, une description de l'évolution des différents indicateurs de gouvernance retenus sera d'abord faite dans la zone SWEDD. Elle sera suivie d'une analyse brève de la corrélation de ces indicateurs avec le PIB par habitant, et enfin, par une analyse et interprétation des résultats de la régression.

Rangs Centiles des dimensions de la gouvernance : entre 13 et 45

Graphique 3 : Evolution des rangs centiles des dimensions de la gouvernance de la zone SWEDD, 1996-2015



Source : CREFAT/CREFAT, 2017, à partir des données Banque Mondiale

A l'analyse, il apparaît pour l'ensemble des dimensions de la Gouvernance, que le rang centile est toujours compris entre en 13 et 45 avec une distribution relativement homogène des différentes dimensions. Celles-ci ont connu de faible fluctuation sur toute la période sous-revue et sont restées relativement stable. Une analyse plus fine subdivise la période d'étude (1996-2014) en quatre sous-périodes. Dans chacune d'elles, des statistiques descriptives (moyenne, écart-type, minimum et maximum) sur le rang centile ont été calculées pour chaque indicateur de gouvernance. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Tableau descriptif de l'évolution des indicateurs de gouvernance

Période	Indicateurs	CC	GE	PV	RQ	RL	VA
1996-2000	MEAN	37,3	27,9	38,8	28,7	25,0	27,2
	SD	18,5	17,1	15,7	10,5	9,3	13,6
	MIN	11,7	8,3	10,1	9,3	12,0	2,9
	MAX	64,4	54,6	58,0	49,5	41,1	48,1
2001-2005	MEAN	31,8	25,7	32,2	33,3	26,8	31,1
	SD	19,1	13,7	19,7	12,7	14,4	15,5
	MIN	3,9	7,3	1,0	11,8	4,3	9,6
	MAX	62,9	57,6	62,8	62,3	52,2	58,7
2006-2010	MEAN	25,5	19,4	27,1	30,8	26,0	27,9
	SD	14,8	10,4	18,9	11,9	17,9	15,6
	MIN	2,9	2,4	3,9	12,1	2,4	8,7
	MAX	46,6	39,8	57,5	51,2	50,7	56,3
2011-2015	MEAN	26,7	20,2	15,6	29,2	24,7	29,2
	SD	11,9	9,0	6,7	10,3	12,0	12,1
	MIN	5,7	4,3	3,8	9,6	3,3	9,4
	MAX	47,1	37,0	28,4	47,9	44,6	54,9
Total	MEAN	30,3	23,3	28,4	30,5	25,6	28,8
	SD	16,8	13,3	18,0	11,4	13,6	14,2
	MIN	2,9	2,4	1,0	9,3	2,4	2,9
	MAX	64,4	57,6	62,8	62,3	52,2	58,7

Source : CREFAT/CREFAT, 2017

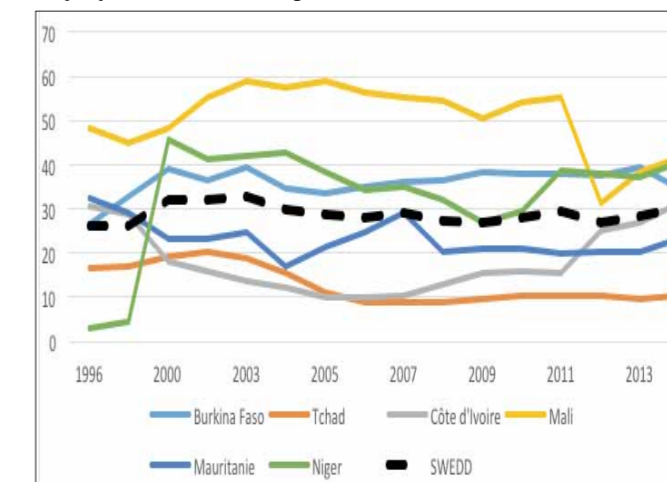


Une analyse comparative des différentes périodes montre que la période 1996-2000 correspond, dans la zone SWEDD, aux années de grâce, en ce qui concerne le Contrôle de la Corruption, l'Efficacité Gouvernementale et la Stabilité politique. Cette période coïncide, en effet avec les premiers effets des politiques d'ajustements structurels. Ces dernières, même s'ils n'ont pas été totalement concluantes pour l'ensemble des pays, ont permis d'assainir la pratique gouvernementale. Quant à l'Autorité de la Loi et la Citoyenneté et Responsabilité, ils ont été plus notés entre 2001 et 2005. Enfin la Qualité de la Réglementation atteint son maximum sur la période 2006-2010.

A l'opposé, c'est sur la première période (1996-2000) que la zone SWEDD a été la moins bien notée sur les dimensions Qualité de la Réglementation et Citoyenneté et Responsabilité. Pour ce qui s'agit du Contrôle de la Corruption et de l'Efficacité Gouvernementale, ils ont atteint leur notation minimale entre 2006 et 2010. Pour le reste, la moins bonne performance est enregistrée sur la période récente.

Contrôle de la corruption (CC)

Graphique 4 : Evolution du rang centile de la dimension CC dans la zone SWEDD

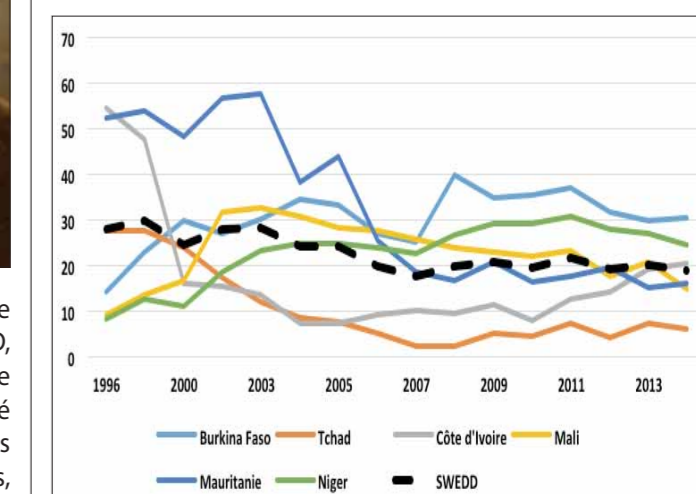


Source : CREFAT/CREFAT, 2017

Pour la dimension CC, le Mali est le mieux noté. Après lui, le Burkina Faso et le Niger sont les seuls à se placer au-dessus de la moyenne SWEDD. Il faut remarquer que le Niger a, sur la période 1996-98 enregistré de très mauvaises performances en matière de corruption. Il a cependant fait d'importants progrès depuis cette date. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire, le Tchad et la Mauritanie apparaissent en dessous de la moyenne SWEDD.

Efficacité du gouvernement (GE)

Graphique 5 : Evolution du rang centile de la dimension GE dans la zone SWEDD

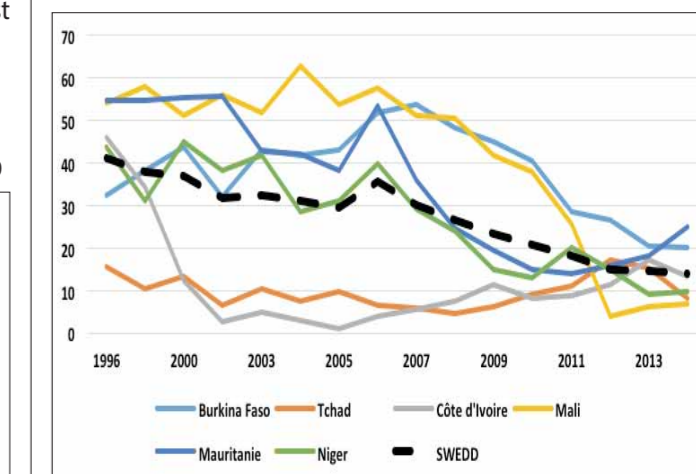


Source : CREFAT/CREFAT, 2017

La Mauritanie est le pays le plus noté pour la dimension Efficacité gouvernementale. La Côte d'Ivoire qui, en 1996 avait enregistré la meilleure performance de la zone SWEDD, a vu son profil se dégrader au fur des années. Le Niger et le Tchad sont également, pour l'indicateur GE, en dessous de la moyenne SWEDD.

Stabilité politique (PV)

Graphique 6 : Evolution du rang centile de la dimension PV dans la zone SWEDD



Source : CREFAT/CREFAT, 2017

En ce qui concerne la Stabilité politique la Côte d'Ivoire et le Tchad ont enregistré les plus fortes contreperformances de la zone SWEDD, avec des rangs centiles avoisinant parfois la nullité. En effet, ces deux pays ont connu d'importantes crises politiques sur la période.